

OSS 117 À L'ÉLYSÉE

6 min • PAR ALAIN LÉAUTHIER AVEC MARC ENDEWELD

À force de se contredire et de changer d'avis sur des sujets essentiels, comme il vient de le faire à propos de l'Ukraine, le président de la République met en cause le rôle et la place de la France dans le monde.

SSun Tzu en avait développé la notion, il y a quelques siècles, dans l'Art de la guerre, et soudainement, le 26 février, dans l'apparente intention de mettre la pression sur le Kremlin, Emmanuel Macron a ressorti l'antique arme dite de l'« ambiguïté stratégique ». En très résumé : faire douter l'adversaire quant à vos intentions, en l'occurrence l'hypothétique envoi de troupes occidentales sur le front ukrainien. Loin de douter, Vladimir Poutine a immédiatement menacé de recourir au pire. Et la quasi-totalité des partenaires de la France, dans l'Union européenne comme dans l'Otan, a souligné à quel point les propos du président français n'engageaient vraiment que lui. Bref, un fiasco, a-t-on très vite commenté un peu partout, avant d'ajouter, dans un égal unanimité, « un de plus... ».



EMBARRASSANT Il semble que le président français n'ait pas consulté le Premier ministre israélien avant d'évoquer son idée de "coalition régionale et internationale" anti-Hamas.

Certains ont baptisé de « macroneries » ces sorties du locataire de l'Élysée, lancées tel un feu d'artifice. En écho aux célèbres formules d'un ancien Premier ministre, les plus indulgents préfèrent les qualifier de « macronades ». Le néologisme semble plus léger, ses conséquences n'en sont pas moins guère heureuses. Car il ne s'agit pas ici de simples aphorismes, inoffensifs ou vaguement ridicules comme ceux de Jean-Pierre Raffarin, mais de déclarations et d'annonces touchant la politique, le rôle et la place de la France dans un monde où son influence ne cesse de se racornir.



RÉSIGNATION En juin 2022, les agents du quai d'Orsay faisaient grève contre la réforme voulue par Emmanuel Macron. Depuis rien ne s'est arrangé et, au vu des initiatives intempestives du chef de l'État, un certain fatalisme s'est installé dans les rangs de la diplomatie française.

Plagiant Albert Camus, on serait pourtant tenté de croire qu'un président « ça s'empêche ». Et qu'éventuellement, il écoute avant de décider.

Manifestement, Emmanuel Macron, lui, n'y arrive pas, toujours prompt à transformer une inspiration du moment en incontournable idée géniale digne d'un Mazarin 2.0. Comment lui est venue celle d'une « coalition régionale et internationale » anti-Hamas, conçue sur le modèle de la coalition internationale contre l'État islamique, mise sur pied lors de la guerre de Syrie en 2014 ? Il en a suggéré la création le 24 octobre 2023, au terme de sa

première journée de déplacement en Israël, deux semaines après les massacres commis par le mouvement terroriste dans le sud de l'État hébreu. À considérer les mimiques légèrement embarrassées de Benjamin Netanyahu, il apparaît que le Premier ministre israélien n'a pas été consulté préalablement, pas plus que l'Égypte ou des acteurs régionaux importants, comme la Jordanie, ou encore les alliés européens et américains. Pas un ne se ralliera à Jupiter, et le Quai d'Orsay sera contraint de rétro-pédaler pour calmer les esprits les plus échauffés, convaincus que les Mirage français allaient bombardier les positions du Hamas à Gaza comme ils avaient pilonné celles de Daech en Syrie.



DOUBLE DISCOURS Au mépris de toutes les règles, le président français s'est permis à plusieurs reprises d'interférer dans les politiques des pays africains. Ici, lors des obsèques du chef de l'État tchadien Idriss Déby à Ndjamena, le 23 avril 2021.

Sous le couvert de l'anonymat, un conseiller de l'Élysée assure à Marianne que cette « coalition anti-Hamas » est née d'un « brainstorming » de la cellule diplomatique conduite par Emmanuel Bonne, l'ancien ambassadeur au Liban. En réalité, pas grand monde n'ignore que la déclaration tonitruante est le fruit d'une discussion entre Macron et Bernard-Henri Lévy, le philosophe qui murmure à l'oreille des présidents et figure sur la liste des « visiteurs du soir » à l'Élysée après avoir joué les entremetteurs entre son interlocuteur et Volodymyr Zelensky, bien avant l'invasion russe en Ukraine. Après Sarkozy et la

désastreuse campagne franco-britannique en Libye, BHL a-t-il fait miroiter les mêmes fadaïses guerrières à un Emmanuel Macron toujours en quête d'un coup médiatique ? Plutôt qu'à une coalition militaire, une fois n'est pas coutume, l'écrivain vieillissant songeait plutôt à une action diplomatique collective. « Mais, comme d'habitude, Macron a écouté trop vite », explique aujourd'hui l'un de ses amis, oubliant aussi que lors de sa campagne de 2017, il dénonçait le « néoconservatisme » et l'intervention en Libye.

En vérité, Emmanuel Macron consulte sur la politique étrangère. Mais pas forcément les hommes et les femmes dont le métier est de tenter d'en suivre les embardées et de proposer des solutions dans l'intérêt du pays. Lors du déplacement d'octobre 2023 en Israël, il avait proposé à Renaud Girard, le chroniqueur diplomatique du Figaro, de venir avec lui. Ce n'est pas la première fois. Les deux hommes s'apprécient, et le président échange régulièrement avec le journaliste, préférant apparemment ses conseils, ou ceux d'un philosophe habitué des plateaux de télévision, aux avis des professionnels du Quai d'Orsay.

UN PRÉSIDENT TOUJOURS PROMPT À TRANSFORMER UNE INSPARATION DU MOMENT EN INCONTOURNABLE IDÉE GÉNIALE D'UN MAZARIN 2.0.

Pour mémoire, voilà un bon moment que la friture est constante sur la ligne entre la prestigieuse institution, enracinée dans le culte de la durée et de la mémoire, et le président startuper, plus accro aux textos qu'aux télégrammes diplomatiques. Dans le cadre de la réforme de la fonction publique lancée en 2019, au prétexte de dynamiser le ministère et d'en diversifier les recrutements, Emmanuel Macron a entériné la disparition du corps diplomatique au profit d'un nouveau corps des administrateurs de l'État, interchangeables, provoquant ainsi une grève des agents du Quai en juin 2022. La deuxième dans l'histoire de la maison... Depuis, rien ne s'est arrangé, et la nomination à la tête du ministère de Catherine Colonna, diplomate de métier s'il en est,

comme, aujourd'hui, celle de Stéphane Séjourné, qui, lui, n'a aucune expérience à l'international, n'ont pas calmé les esprits. « Rien n'est jamais écrit définitivement, mais entre la réforme et les initiatives personnelles du président, notre diplomatie est actuellement très mal en point. Il y a un mélange de résignation, de lassitude et aussi un peu de cynisme. Advienne que pourra... », témoigne anonymement un « orientaliste » du ministère.

En novembre 2023, un groupe d'ambassadeurs, dont certains établis au Moyen-Orient, rédige une note critiquant la position supposément trop pro-israélienne de l'Élysée à l'égard de la situation des civils à Gaza. Faut-il y voir un ultime sursaut de la vieille garde arabisante du Quai, laquelle n'en finit pas de déplorer une supposée influence nocive des néo-cons dans la définition de notre politique étrangère ? Plus banalement, certains regrettent surtout les conséquences des changements de ligne permanents au gré des intuitions du président. Ce fameux « en même temps » appliqué sur tous les fronts de guerre et sur tous les continents. Ainsi cette déclaration, le 26 février : « Des troupes en Ukraine ? Pas exclu. » Et celle du 4 mars : « Nous sommes opposés à la logique d'escalade. » De quoi conforter ce haut diplomate russe dans l'idée que « le président français fait de très beaux discours mais [que] ce n'est pas suivi d'actes ».

Ce ne sont pas les 800 étudiants présents le 28 novembre 2017 à l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso, qui diront le contraire. Avec une certaine verve, et sans trop de démagogie, Emmanuel Macron y trace les axes de la relation qu'il souhaite entretenir avec « un continent où se joue une partie de notre avenir commun ». Cela passe notamment par la promesse d'en finir avec une « politique africaine de la France » s'apparentant trop souvent à la Françafrique. Sept ans plus tard, on ne sait pas trop si cette dernière a vécu, mais, de Dakar à Niamey en passant par Bamako, Ouagadougou, Bangui ou Cotonou, la France n'est plus en odeur de sainteté et ses soldats sont un peu partout priés de plier bagage. Évidemment les raisons de ce discrédit historique sont multiples, déjà anciennes, et nul ne saurait minimiser les difficultés d'un président confronté à un problème aussi complexe que la guerre contre le djihadisme dans des États faillis. Emmanuel Macron n'est pas seul responsable des lourdes erreurs commises dans la gestion de l'opération

« Barkhane » et des trop longs délais avant d'admettre l'obligation du repli. Mais deux exemples illustrent à quel point le président a apporté sa propre contribution à l'argumentaire anti-français que d'autres puissances ne se sont effectivement pas gênées d'utiliser.

LE 26 FÉVRIER : “DES TROUPES EN UKRAINE ? PAS EXCLU.” LE 4 MARS : “NOUS SOMMES OPPOSÉS À LA LOGIQUE D’ESCALADE.”

EMMANUEL MACRON

La première séquence se déroule au Tchad, au QG des forces françaises en Afrique, au printemps 2021. Le 20 avril, quelques jours à peine après sa réélection, le chef de l'État, Idriss Déby Itno, décède, officiellement des suites de blessures contractées lors d'un combat avec des forces rebelles. Le 23 avril, Emmanuel Macron se rend à Ndjamena pour les obsèques. Sur place, il intronise en quelque sorte l'accession au pouvoir de Mahamat Idriss Déby Itno, le fils du défunt. Une succession « monarchique » faite au mépris de toutes les règles et de la Constitution tchadienne, laquelle prévoyait la désignation du président de l'Assemblée. « Personne n'a tordu la main au président pour imposer Mahamat », assure, catégorique, un conseiller du Quai. Ce soutien sans complexe au fils Déby retentit dans les opinions de nombreux pays africains comme l'illustration parfaite du double discours de la France, de Macron, et du « double standard » que Paris applique au continent : on condamne les putschistes ayant renversé Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) au Mali, en 2020, mais on tolère une junte militaire de transition à N'Djamena pour en garder le contrôle. Résultat : un mois plus tard, en mai 2021, à Bamako, le colonel Assimi Goïta et ses frères d'armes s'estimeront aussi parfaitement en droit de renverser ceux qu'ils avaient mis en place pour la « transition ».

La seconde séquence est celle de la dégringolade finale, au Niger. Elle commence le 26 juillet 2023, quand des militaires déposent le président élu Mohamed Bazoum. Cette fois, les golpistes ont le profil très classique d'officiers de haut rang se sentant menacés dans leurs privilèges et ayant décidé de se débarrasser de celui qu'ils rendent responsable de cette menace. Quitte à froisser l'ancienne puissance coloniale avec laquelle ils ont autrefois étroitement collaboré. En somme, une révolution de palais. En relation étroite avec son ambassadeur, Sylvain Itté, retranché dans l'ambassade à partir du 26 août, et malgré l'avis de certains diplomates, Emmanuel Macron décide de jouer la carte de l'intransigeance, « on ne reconnaît pas les putschistes », misant sur une intervention de la Cédéao, à laquelle personne ne croit, et sur le soutien d'alliés divers, qui feront tous défaut, certains étant même ravis d'assister en direct à l'humiliation de la France. L'humiliation sera totale, avec le départ, à la fin de l'année 2023, des 1 500 soldats, déjà confinés pendant des semaines dans la base aérienne 101 de la capitale nigérienne. Depuis que le Mali, le Niger et le Burkina l'ont déserté pour créer leur propre coalition d'intérêts, le G5 Sahel, cette alliance de cinq pays contre le djihadisme, s'est ainsi dissous fin décembre. Cela évitera au moins à Emmanuel Macron d'en convoquer les chefs d'État sur le ton sec d'un officier des troupes coloniales, ainsi qu'il l'avait fait pour le sommet de Pau en 2019. Rétrospectivement, une bourde ! « Une de plus... » A.L. ET M.E.

**“PERSONNE N’A TORDU LA MAIN AU PRÉSIDENT
POUR IMPOSER MAHAMAT, LE FILS DU DÉFUNT
PRÉSIDENT TCHADIEN.”**

UN CONSEILLER DU QUAI D’ORSAY
